COMMUNE D'AZERAILLES

Conseil municipal

Du 15 novembre 2024 à 20h30

À la MAIRIE à AZERAILLES

PROCES VERBAL

L'an deux mil vingt-quatre, le 15 novembre, le conseil municipal d'AZERAILLES étant réuni à la MAIRIE à AZERAILLES sous la présidence de Madame Rose-Marie FALQUE, MAIRE, après convocation légale du 8 novembre 2024.

Nombre de membres :

En exercice : 12	Votants : 12
Présents : 11	Absents : 0
Excusés : 1	Exclus : 0

Présents : Rose-Marie FALQUE, Justine GARNIER, Philippe GRANDMAITRE, Yannick HOFFNER, Louisa IKHLEF, Rose-Marie MAGNIER, Nicolas MALO, Didier MAURY, Thomas MELLE, Jean-Claude ROUBAUD, Lionel TIROLE.

Absents excusés : Olivier LEGROS donne procuration à Rose-Marie FALQUE

Désignation du secrétaire de séance : Louisa IKHLEF est désignée secrétaire de séance à l'unanimité du conseil municipal.

ORDRE DU JOUR

1. Approbation du Procès-Verbal du conseil municipal du 20 septembre 2024,
2. Convention RGPD,
3. Subvention aux associations (Téléthon 2024, JSP),
4. Rapport d'activité de services de la CCTLB 2023,
5. DM n°1 Budget de l'eau – Assistance à la consultation pour les travaux au château d'eau,
6. DM n°3 Budget communal – provisions sur créances douteuses,
7. Répartition du FPIC 2024,
8. Validation des inscriptions au bois de chauffage 2024-2025,
9. Proposition des coupes 2025-2026,
10. Tarif de location du Foyer pour les associations,
11. Régularisation du budget communal 2023,
12. Autorisation d'engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement avant le vote du budget 2025,
13. Prix de l'eau,
14. Motion pour la défense de la vie locale et du service public de proximité,
15. Pacte pour les ruralités « Coup de pouce rural »,
16. Questions diverses.

PROCES VERBAL

1 - Approbation du compte-rendu du conseil municipal du 20 septembre 2024 :

A l'unanimité, approuve le compte-rendu du Conseil Municipal du 20 septembre 2024.

2 - Convention RGPD :

Madame le Maire expose à l'assemblée le projet de convention pour la période 2025-2026 à la mission mutualisée d'accompagnement à la mise en conformité des activités de traitements de données personnelles avec les dispositions du règlement général sur la protection des données « RGPD ». Cette convention est proposée par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Meurthe-et-Moselle.

Le règlement européen 2016/679 dit « RGPD » est entré en vigueur le 25 mai 2018. Il introduit un changement de paradigme fondé sur la responsabilisation a priori des acteurs traitant de données personnelles et un renversement corollaire de la charge de la preuve, ainsi que de nombreuses modifications en matière de sécurité des données à caractère personnel.

Le RGPD n'est ni un document de prescriptions, ni un document d'interdictions. C'est un règlement d'encadrement qui fixe des obligations et des principes, mais les solutions permettant son respect incombent au responsable de traitement (la collectivité).

Au regard de l'importance du respect des obligations et des principes posés par le RGPD, des réponses techniques à apporter ainsi que de l'inadéquation potentielle entre les moyens dont la collectivité dispose et lesdites obligations de mise en conformité, la mutualisation de cette mission présente un intérêt certain.

Dans ce cadre, le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Meurthe-et-Moselle partage son expertise et ses moyens tant en personnel qu'en solution informatique avec des collectivités et établissements publics qui le souhaitent.

La précédente convention ayant pour échéance le 31 décembre 2024, la nouvelle convention proposée vise à poursuivre la mission avec effet au 1^{er} janvier 2025. Tout le travail déjà réalisé dans le cadre des précédentes conventions est conservé et reste accessible sur l'espace RGPD dédié à notre collectivité dans l'outil informatique mis à notre disposition

Par la présente délibération, il nous est proposé d'adhérer à la mission RGPD du centre de gestion.

En annexe de la présente délibération, vous trouverez la convention d'adhésion à ce service, détaillant les modalités concrètes d'exécution de la mission.

LE MAIRE PROPOSE A L'ASSEMBLEE

- d'adhérer au service d'accompagnement pour la mise en conformité au RGPD des activités de traitements de données personnelles de la collectivité,
- de l'autoriser à signer la convention relative à ladite mission et à prendre/signer tout document afférent à ladite mission,

- de désigner auprès de la CNIL le CDG54, personne morale, comme étant le Délégué à la protection des données (DPD) de la collectivité.

DECISION

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité,

DECIDE

- d'autoriser le maire à signer la convention relative à la mission d'accompagnement pour la mise en conformité au RGPD des activités de traitements de données personnelles de la collectivité ;
- d'autoriser le maire à prendre et à signer tout document et acte relatif à ladite mission ;
- d'autoriser le maire à désigner auprès de la CNIL le CDG 54 comme étant le Délégué à la Protection des Données (DPD) personne morale de la collectivité

3- Subvention aux associations (Téléthon 2024) :

HANDISPORT :

Pour la 18^{ème} année consécutive, HANDISPORT LUNEVILLE, va relever le défi du téléthon. En collaboration avec les associations VTT Tonic de Baccarat, Vélolun, Vitrimont Passion et Vélo Evasion, des vélos, tricycles et tandems, conduits par des personnes handicapées, accompagnées de personnes valides, feront une boucle entre Lunéville et Baccarat, le samedi 30 novembre 2024.

Comme chaque année, ils feront escale à Azerailles.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

Décide d'apporter son soutien à cette manifestation en versant une subvention d'un montant de 100 € à HANDISPORT LUNEVILLE.

JEUNES SAPEURS POMPIERS DE VAL DE MEURTHE :

Madame le Maire donne lecture du courrier du 13 novembre 2024, envoyé par Monsieur Guillaume GUERLAND, Président de l'Association des JSP de Val de Meurthe.

L'association des JSP de Val de Meurthe regroupe les secteurs d'interventions de 4 centres d'incendie et de secours (Azerailles, Baccarat, Badonviller et Grands Faings) et accueille les jeunes en formation sur l'ensemble de ces secteurs.

Madame le Maire propose d'allouer une subvention de 150 €.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, accepte d'allouer une subvention de 150 € à l'association des JSP de Val de Meurthe.

4 - Rapport d'activité des services de la CCTLB 2023 :

Madame le Maire présente aux membres du conseil municipal le rapport d'activités 2023 des services de la CCTLB.

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le rapport d'activités 2023 des services de la Communauté de Communes du Territoire de Lunéville à Baccarat ;

Considérant que l'article L 5211-39 du code général des collectivités territoriales, un rapport retraçant l'activité doit être transmis avant le 30 septembre de chaque année, au maire de chaque commune membre de tout établissement public de coopération intercommunale ;

Considérant que la commune d'AZERAILLES est membre de la Communauté de Communes du Territoire de Lunéville à Baccarat ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité,

PREND ACTE

du rapport d'activités des services de la Communauté de Communes du Territoire de Lunéville à Baccarat pour l'année 2023.

5 - DM n°1 Budget de l'eau – Assistance à la consultation pour les travaux au château d'eau :

Madame le Maire explique aux membres du Conseil que le budget prévu pour l'assistance à la consultation pour le rechemisage du forage et création d'une station de déferrisation pour un montant de 3150 € HT a été prévu dans le cout global des travaux à l'article 2156 (Matériel spécifique d'exploitation). Les travaux n'ayant pas été réalisés sur l'année 2024, il convient de payer cette facture à l'article 203 (Frais d'Etudes, de recherches et de développement et frais d'insertion).

Les crédits n'ayant pas été prévus au budget primitif, il convient donc de faire une décision modificative du budget et d'inscrire 3 150 € de plus sur l'article 203 en dépense. Afin d'équilibrer le budget il convient d'inscrire – 3 150 € à l'article 2156.

Articles	Intitulés	Crédits votés	Proposition	Total
INVESTISSEMENT dépenses				
203	Frais d'Etudes, de recherches et de développement et frais d'insertion	27 110 €	+ 3 150 €	30 260 €
2156	Matériel spécifique d'exploitation	357 090€	-3 150 €	353 940 €

Après avoir entendu cet exposé et en avoir délibéré, le conseil municipal accepte, à l'unanimité, d'augmenter les crédits prévus à l'article 203 pour un montant de 3 150 €, en contrepartie de la diminution des crédits prévus à l'article 2156 de 3 150 € et autorise le Maire à établir les actes correspondants.

6 - DM n°3 Budget communal – provisions sur créances douteuses :

A la demande de la trésorerie, Madame le Maire explique que nous devons constater la dépréciation des créances dont le retard de règlement est supérieur à 2 ans.

Le retard de paiement constitue un indicateur de dépréciation d'une créance, c'est pourquoi il est nécessaire de constater la dépréciation afin de donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entité.

Pour l'exercice 2024, l'examen des restes à recouvrer fait apparaître un besoin de provisionnement d'un montant de 4 902.52 €.

Madame le Maire propose de prévoir une provision à hauteur de 30 % des créances douteuses, soit 1 470.76 €.

Compte tenu du solde de provisionnement des années précédentes de 1 228.38 €, l'ajustement des provisions sera fait par l'émission d'un mandat au compte 681 d'un montant de 242.38 €.

Les crédits ayant été prévus à l'article 681 à hauteur de 180 € sont insuffisants, il convient donc d'ajouter en dépenses de fonctionnement pour la somme de 62.38 €. Afin d'équilibrer le budget il convient d'inscrire + 62.38 € en recettes de fonctionnement, à l'article 70311 puisque nous avons perçu plus de crédits des concessions dans le cimetière que prévu.

Articles	Intitulés	Crédits votés	Proposition	Total
Fonctionnement dépenses				
681	Dotations aux amortissements et aux provisions-charges de fonctionnement	180 €	+ 62.38 €	242.38 €
Fonctionnement Recettes				
70311	Concession dans les cimetières	1500	+62.38 €	1 562.38 €

Après avoir entendu cet exposé et en avoir délibéré, le conseil municipal accepte, à l'unanimité, d'ajouter 62.38 € aux crédits sur l'article 681 et sur l'article 70311 et autorise le Maire à établir les actes correspondants.

7 - Répartition du FPIC 2024 :

Le Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC) a été mis en place en 2012.

Le FPIC est un mécanisme de péréquation horizontale qui consiste à prélever une partie des ressources de certaines intercommunalités et communes pour la reverser à des intercommunalités et communes moins favorisées.

L'ensemble intercommunal composé de la Communauté de Communes du Territoire de Lunéville à Baccarat et des 43 communes membres est bénéficiaire en 2023 à hauteur de 1 068 696 €.

Les règles de répartition du FPIC sont les suivantes :

- La répartition de droit commun :

La répartition du versement au sein du bloc communal est effectuée au regard du coefficient d'intégration fiscale (CIF). L'attribution de l'EPCI est calculée en multipliant la contribution de l'Ensemble Intercommunal (EI) par le CIF, l'attribution des communes membres sera alors égale à la différence entre l'attribution à l'EI et la contribution de l'EPCI. Entre communes membres, cette répartition se fait en fonction de l'insuffisance de potentiel financier par habitant et de leur population.

- La répartition dérogatoire :

L'EPCI peut par délibération prise à la majorité des 2/3 du conseil communautaire, décider de répartir le versement en fonction du CIF (en multipliant l'attribution de l'EI par le CIF) à ses communes, puis entre celles-ci, en fonction de leur population, de l'écart du revenu par habitant et du potentiel fiscal ou financier par

habitant, et tout autre critère complémentaire de ressources et de charges choisi par le conseil communautaire. Ces modalités ne peuvent avoir pour effet de minorer de plus de 30% l'attribution d'une commune membre par rapport à celle calculée au titre du régime de droit commun.

- La répartition libre :

La répartition totalement libre au sein d'une intercommunalité pourra être adoptée à la majorité des deux tiers du conseil communautaire, et sous réserve des délibérations concordantes des communes : une délibération approuvant la répartition à la majorité simple de chaque conseil municipal de chaque commune sera donc nécessaire.

La CCTLB a décidé d'appliquer la répartition dérogatoire concernant le FPIC pour l'année 2024.

Le montant du FPIC pour la commune d'AZERAILLES en 2024 sera donc de 11 818 €.

Madame le Maire propose d'accepter de déroger à la règle de droit commun en optant pour la répartition dérogatoire du FPIC.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé du Maire, accepte à l'unanimité, de déroger à la règle du régime du droit commun, en optant pour la répartition dérogatoire du FPIC.

8 - Validation des inscriptions au bois de chauffage 2024-2025 :

Jean-Claude ROUBAUD, adjoint au Maire, présente le tableau des inscriptions pour le bois de chauffage 2024-2025.

16 administrés et 1 reliquat se sont inscrits pour l'affouage.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré :

- Destine le produit des coupes de la parcelle 25 de la forêt communale à l'affouage.
- Fixe le montant de la taxe d'affouage à 11 €.
- Fixe les conditions d'exploitation des produits de la façon suivante :

- Délivrance aux affouagistes inscrits sur la liste de l'année 2024-2025
 - Du taillis, des arbres de moins de 35 cm de diamètre,
 - Des houppiers des arbres vendus,
 - Des arbres de 12 cm de diamètre et plus, de qualité chauffage.
 - De la totalité de la coupe 25.

Pour des raisons de sécurité, les tiges de diamètres 35 cm et + doivent être exploitées par un professionnel.

- *L'exploitation se fera sur pied par les affouagistes. Sont désignés comme garants :*
 - *Mr Jean-Claude ROUBAUD*
 - *Mr Lionel TIROLE*
 - *Mr Philippe GRANDMAITRE*
- *L'exploitation est interdite sur demande de l'agent territorial, aux périodes où les sols sont trop fragiles pour supporter le passage des engins.*
- *Les délais d'exploitation, vidange comprise, sont fixés au :*
 - *15 mai 2025 pour le taillis et la petite futaie,*
- *Les engins et matériels suivants sont interdits hors des chemins et place de dépôt, en raison du préjudice qu'ils pourraient occasionner aux sols forestiers :*
 - *Cloisonnement et lignes parcellaires uniquement.*
- *Le délai d'enlèvement est fixé au 15 juillet 2025.*

Messieurs Lionel TIROLE et Philippe GRANDMAITRE ne prennent pas part au vote.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

Accepte les inscriptions des 16 habitants d'AZERAILLES.

9 - Proposition des coupes 2025-2026 :

Monsieur ROUBAUD, Adjoint au Maire, présente l'état d'assiette 2025-2026 qui prévoit les coupes des parcelles 17, 18 et 19 au programme d'aménagement en vigueur. Ces coupes seront vendues en bois façonné ou en affouage.

Groupe	Unité de gestion	Type Coupe	Surf UG (ha)	Surf à Dés (ha)	V Total (m3)	Mode de vente des produits vendus
Reconstitution	17_t	Extraction en régénération	4.53	4.53	67.9	Bois façonné/Délivrance (affouage)
Amélioration	18_al	Extraction en régénération	10.41	10.41	156.1	Bois façonné/Délivrance (affouage)
Irrégulier	19_il	Irrégulière de BI	4.06	4.06	60.9	Bois façonné/Délivrance (affouage)

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur ROUBAUD et avoir délibéré à l'unanimité, le conseil municipal :

- Approuve l'Etat d'Assiette des coupes de l'exercice 2025 présenté,
- Demande à l'Office National des Forêts de bien vouloir procéder à la désignation des coupes inscrites à l'état d'assiette présentées ci-dessus,
- Pour les coupes inscrites, fixe comme suite la destination des coupes de l'exercice 2025 :

- o Vente des futaies de la coupe façonnées et bois de chauffage réservé aux particuliers :

- Unités de gestion n°17t, 18al, 19il
- Fixe comme suit les diamètres de futaies à vendre

Essences	Toutes
Diamètre minimum à 1.30m	35 cm
- Autorise la vente par l'Office National des Forêts des grumes aux ventes groupées, toute vente amiable, y compris dans le cadre des contrats d'approvisionnement, faisant l'objet d'un avis conforme au Maire.
- Pour les autres produits : Partage sur pied entre les affouagistes.
- Désigne comme bénéficiaire solvables :
- Messieurs ROUBAUD, TIROLE, GRANDMAITRE qui ont déclaré accepter ces fonctions et de se soumettre solidairement à la responsabilité déterminée par l'article L 243 I du code forestier et de la pêche maritime.
- Décide de répartir l'affouage :
 - Par tête
 - Par feu
 - Moitié par tête, moitié par feu
- Fixe la taxe d'affouage à 11€

- o Vente en bois façonné de tous les produits :

- Unités de gestion n°17t, 18al, 19il

- Autorise la vente par l'Office National des forêts de l'ensemble des produits lors des ventes groupées, toute vente amiable, y compris dans le cadre des contrats d'approvisionnement, faisant l'objet d'un avis conforme du Maire.

10 - Tarif de location du Foyer pour les associations :

Madame le Maire propose d'ajouter aux tarifs de location de la salle des fêtes un tarif spécial pour les associations. Il conviendra de différencier les associations d'AZERAILLES et les associations extérieures à AZERAILLES.

Le Conseil, après en avoir délibéré à l'unanimité, fixe les tarifs pour la location de la salle des fêtes à :

- Associations d'AZERAILLES :
 - Location : 35 € à partir de la 4^{ème} manifestation rapportant des bénéfices à l'association dans l'année.
- Associations extérieures :
 - Location pour 1 jour : 200 €
 - Location pour 2 jours : 250 €

Dans les 2 cas, il sera demandé un chèque de caution de 1 000€ à la signature du contrat.

11 - Régularisation budget communal 2023 :

Madame le Maire informe les membres du Conseil que la subvention de l'ETAT pour l'achat d'un poulailler pour l'école d'AZERAILLES d'un montant de 1 000 € sur le budget communal en 2023 a été imputée à tort en recette d'investissement au compte 13361 alors qu'elle aurait dû être imputée en recette de fonctionnement.

S'agissant d'une erreur sur un exercice clos, il est nécessaire de procéder à une régularisation en situation nette. Cette opération n'impacte pas le résultat de l'année 2023.

Il convient de faire une opération d'ordre non budgétaire par le débit du compte 13361 crédit du compte 1068.

Le Conseil, après en avoir délibéré à l'unanimité, autorise madame le Maire à réaliser l'opération citée ci-dessus.

12 - Autorisation d'engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement avant le vote du budget 2025 :

Préalablement au vote du budget primitif 2025, la commune d'Azerailles ne peut engager, liquider ou mandater les dépenses d'investissement que dans la limite des restes à réaliser de l'exercice 2024.

Afin de faciliter les dépenses d'investissement du 1^{er} trimestre 2025 et de pouvoir faire face à une dépense d'investissement imprévue et urgente, le Conseil Municipal peut, en vertu de l'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, autoriser le Maire à mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits inscrits au budget 2024 selon le tableau ci-dessous :

Budget principal	BUDGET 2024	OUVERTURE 25 %
Chapitre 21 Immobilisation	10 260 €	2 565 €
Chapitre 23 Immobilisation en cours	3 850 €	962.5 €
TOTAL	14 110 €	3 527.5 €

Madame le Maire demande au Conseil Municipal qui accepte à l'unanimité, l'autorisation de mandater les dépenses d'investissement 2025 dans la limite d'un quart des crédits ouverts en 2024 pour un montant de 3 527.5 €, et ce, avant le vote du budget primitif de 2025.

13 – Prix de l'eau :

Monsieur MELLE, Adjoint au Maire, explique que de nombreux travaux sur le réseau d'eau sont prévus sur la commune. Les conduites d'eau doivent être changées suivant un programme pluriannuel, afin d'éviter des fuites sur notre réseau.

En vue des travaux indispensables à effectuer dans les années à venir sur notre réseau, il devient nécessaire d'augmenter le prix de l'eau. En sachant que ce tarif s'appliquera sur l'eau consommée en 2025 et facturée en 2026.

Le tarif de l'eau consommée en 2024 et facturée en 2025 est de 1.40 € HT.

Monsieur MELLE propose de fixer

- le prix de l'eau à 1.70 € HT par m3 à partir de la consommation 2025 (facturation 2026),
- la location du compteur à 15 € au lieu de 12 € (facturation 2026).

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Monsieur MELLE, accepte, à l'unanimité, cette augmentation du prix de l'eau et du compteur.

14 – Motion pour la défense de la vie locale et du service public de proximité :

La vie locale dans nos territoires repose sur de multiples acteurs, à commencer par le tissu associatif, avec lesquels les collectivités, outre développer de nombreux services publics de proximité, ont noué des partenariats solides, confortant sa vitalité mais également un maillage de solidarités indispensable à notre cohésion sociale et territoriale.

Il importe par ailleurs de rappeler que les collectivités sont dans l'obligation, à la différence de l'Etat, de voter des budgets à l'équilibre, et représentent moins de 8% de la dette publique -moins de 1,5% pour les Départements-, une proportion stable depuis une trentaine d'années, quand elles assument plus des deux tiers de l'investissement public et, à ce titre, contribuent fortement à la vitalité du tissu économique, c'est-à-dire à l'activité mais également à l'emploi, autant qu'à l'indispensable transition écologique.

La nouvelle Ministre du partenariat avec les territoires et de la décentralisation indiquait, le 5 octobre dernier, en cohérence avec le principe constitutionnel de libre administration, « on ne peut pas toucher aux finances des collectivités sans elles ». Le 8, celle-ci, ainsi que le Ministre chargé du budget et des comptes publics, annonçaient, sans concertation et pour reprendre les termes du Président du Comité des Finances Locales, « une ponction sans précédent sur une seule année » sur leurs budgets à l'avant-veille de la présentation du projet de loi de finances pour 2025 pour contribuer au redressement de la situation budgétaire tout particulièrement dégradée de l'Etat.

Alors même que les observateurs, de la Cour des Comptes à la Direction générale des collectivités locales en passant par le service des études de la Banque postale et l'Observatoire des finances et de la gestion publique locale, sans oublier l'adoption d'une motion d'alerte et de soutien par l'Association des Maires Ruraux de France, sont unanimes quant à leur situation budgétaire d'ores et déjà dégradée sous l'effet de dépenses

imposées et de recettes amputées du fait notamment de la crise de l'immobilier, plus de 40% de cette « ponction » serait opérée sur les Départements. Ainsi, se cumuleraient gel de la fraction de taxe sur la valeur ajoutée transférée et reprise de sa dynamique par l'Etat, prélèvement sur les recettes de fonctionnement pouvant aller jusqu'à 2%, augmentation des cotisations retraites, effondrement du « fonds vert », amputation du fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée, sans oublier prise en charge sans compensation de revalorisations salariales dans les secteurs sanitaire, social et médico-social (« Ségur pour tous »), entre autres.

Considérant que les Départements sont garants des solidarités humaines et territoriales et représentent souvent, avec les communes et intercommunalités, le dernier service public de proximité, tout particulièrement dans la ruralité ;

Considérant que les Départements assument d'ores et déjà un reste-à-charge de l'ordre de 10 milliards d'euros par an -100 millions pour le Département de Meurthe-et-Moselle- au titre des allocations individuelles de solidarité, c'est-à-dire la différence entre les moyens transférés par l'Etat pour assumer l'allocation personnalisée d'autonomie, la prestation de compensation du handicap et le revenu de solidarité active et la réalité des budgets devant être mobilisés, illustrant les efforts d'ores et déjà consentis ;

Considérant que plus des quatre cinquièmes des Départements pourraient se trouver dans une situation budgétaire critique au cours de l'année à venir sous l'effet des mesures envisagées à travers le projet de loi de finances et de financement de la sécurité sociale pour 2025 ;

Considérant qu'une telle situation aurait des effets délétères en imposant remise en cause de la gratuité des transports scolaires, augmentation de la tarification dans les cantines, dégradation de l'entretien de nos routes, réduction de la présence humaine auprès de nos aîné.e.s en perte d'autonomie, incapacité à accompagner les établissements et services sociaux et médico-sociaux dans la légitime revalorisation des salaires pour restaurer l'attractivité des métiers du lien, suspension du dispositif d'appui aux territoires qui soutient les projets des communes, intercommunalités et associations, fermeture de sites, report voire l'abandon de projets d'investissement et donc moins de commandes pour nos entreprises à travers l'ensemble du territoire...

Considérant qu'un tel démantèlement du service public de proximité est inacceptable ;

Par cette motion, nous : élu.e.s de la commune d'AZERAILLES :

-alertons le Gouvernement et le Parlement quant aux conséquences délétères pour la vie locale des mesures envisagées à travers les projets de loi de finances et de financement de la sécurité sociale pour 2025 à l'encontre des collectivités et tout particulièrement des Départements ;

-rappelons que les collectivités et notamment les Départements ont noué des partenariats solides avec une extraordinaire diversité d'acteurs qui font vivre nos territoires et se trouveraient mis en danger ;

-réaffirmons, indépendamment de toute considération partisane, notre attachement au service public de proximité qui se trouve aujourd'hui gravement menacé et avec lui les habitant.e.s et territoires qu'il accompagne, à commencer par les plus vulnérables.

15 – Pacte pour les ruralités intitulés « Coup de pouce rural »:

Madame le Maire expose le rapport du Président de la Région présentant une mesure d'aide aux petites communes pour leurs équipements, aménagements et travaux prévus par le pacte pour les ruralités de la Région Grand Est.

Ce pacte vise à outiller, sécuriser, accompagner et valoriser les acteurs en ruralité dans leur projets, initiatives et innovations.

Cette mesure entend à donner un véritable « coup de pouce » aux petits travaux d'aménagement, investissement et équipements prévus par les communes rurales pour améliorer rapidement le quotidien des habitants et accroître l'attractivité du cadre de vie, dans un souci d'équité territoriale et de cohésion sociale.

Les communes bénéficiaires pourront prétendre à :

- une aide de 50% plafonnée à 10 000€, dans la limite de 20 000€ de dépenses éligibles en investissement HT, pour les communes de moins de 500 habitants,
- une aide de 30% plafonnée à 12 000€, dans la limite de 40 000€ de dépenses éligibles en investissement HT, pour les communes entre 500 habitants et 1 500 habitants.

Une seule aide régionale par commune (pour une ou plusieurs opérations rattachées au projet objet de la sollicitation, dans la limite des plafonds autorisés) sera accordée sur la période 2025-2028.

Les types d'opérations éligibles sont :

- Travaux de répartition ou consolidation de certaines parties de bâtiments publics, parapublics, ou encore d'aménagements dans les églises et cimetières,
- Travaux de réparation ou consolidation d'élément de patrimoine ordinaire de type toitures, fissures de murs, cloches d'églises, ferronneries, lavoirs ...
- Travaux simples de démolition pour résorption de petites verrues paysagères, désencombrement, embellissement, sécurisation d'un lieu (hors patrimoine protégé),
- Aménagement des abords de bâtiment publics ou parapublics,
- Compléments ponctuels de bâtiments, d'équipements et de petit mobilier d'espaces publics/d'espaces de vie existants pour faciliter la vie des habitants,
- Travaux spécifiques d'embellissement des villages-rues dégradés,
- Petits projets d'aménagement des habitants dans le cadre d'un budget participatif ou d'une démarche de concertation.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- Approuve les principes de mise en œuvre de la mesure baptisée « coup de pouce rurale » à l'attention des communes jusqu'à 1 500 habitants au titre du Pacte pour les ruralités adopté le 5 avril dernier en séance plénière ;
- Approuve le projet de règlement joint en annexe 1 ;
- Approuve son application à compter du vote de la mesure ;
- Autorise le programme d'un montant de 27 Millions d'euros affecté à la mise en œuvre de la présente mesure « coup de pouce rural » sur le chapitre 905. Aucun paiement n'est prévu sur l'exercice en cours.

16 – Questions diverses :

La séance est levée à 22h30.

Rose-Marie FALQUE,
MAIRE D'AZERAILLES

Louisa IKHLEF
Secrétaire de Séance